



Nos gouvernants sont en train de transformer de la crise du logement en une crise sanitaire d'ampleur. Agissons !

Et maintenant MaPrimeRénov' ! Comme si les 700 000 bouilloires thermiques remises sur le marché ne suffisaient pas, le gouvernement prévoit dès septembre de supprimer du dispositif, l'essentiel des travaux aujourd'hui accessibles aux ménages - isolation des toitures et des combles, remplacement des fenêtres, installation de systèmes de ventilation, de chauffe-eau solaires, de poêles à bois ou à granulés ou encore de pompes à chaleur pour l'eau chaude sanitaire - qui ne seraient financés que dans le cadre de rénovations globales, particulièrement coûteuses.

Ce « recentrage » des aides revient en réalité à condamner la rénovation des logements car c'est précisément cette rénovation par étapes qui permet aux ménages modestes d'engager des travaux au fil de leurs moyens.

Le gouvernement dit agir au nom de l'efficacité énergétique. Mais quelle efficacité y a-t-il à supprimer les aides qui permettent de lutter contre les îlots de chaleur ?

Vincent Jeanbrun s'est-il à ce point converti au trumpisme qu'il en vient à saboter toute politique de lutte contre le réchauffement climatique en matière de logement ?

La CNL le dit avec gravité : nos gouvernants sont en train de transformer de la crise du logement en une crise sanitaire d'ampleur. Leurs choix mettent en danger les personnes âgées, les enfants, les malades et tous ceux qui n'ont pas les moyens de partir ou de climatiser leur logement.

La CNL exige le retrait immédiat de cette réforme, le maintien des aides à la rénovation par étapes, le rétablissement des crédits de MaPrimeRénov' et un plan massif de rénovation thermique des logements privés comme du parc social.

Montreuil le 29 juin